

Près de 7000 hommes sont déployés aujourd'hui sur des théâtres d'opérations extérieurs (forces de souveraineté et de présence, 11 400 en juin 2013). Sous un habillage de nation pacifique, la Chine affiche avec de plus en plus d'agressivité son autorité sur son environnement maritime. Le Japon adapte sa constitution pour pouvoir intervenir militairement. L'Ukraine de l'Est est en guerre. En mer, une nouvelle loi française est votée pour assurer la sécurité des navires afin de lutter contre la piraterie (Cf. [loi du 19 juin 2014](#)).

Les djihadistes annoncent la création d'un Etat islamique en Irak-Syrie, remettant en cause les frontières de 1916. Leur chef appelle à sa reconnaissance par tous les bons musulmans. Pendant ce temps, la guerre contre les djihadistes se poursuit dans le Sahel et se transforme en longue guerre dans une région où les frontières artificielles des Etats s'effacent peu à peu.

En bref, la paix règne effectivement sur la Terre alors que, pour des raisons d'économie, la question de la déflation des effectifs des armées arrive, certes pendant les vacances d'été. Les municipalités françaises concernées potentiellement par les dissolutions de régiments se mobilisent dans l'attente des annonces. En même temps, l'opération Serval et l'immense effort des armées lors de ce conflit font l'objet d'un ouvrage particulièrement dense qui peut être mis en vis-à-vis avec la nouvelle restructuration des armées.

Recherche d'économies et déflation au sein de la défense

La recherche d'économies - nous n'avons sans doute pas fait assez - ne se limite pas seulement à la déflation des effectifs. Les idées, oserai-je dire les plus bizarres, apparaissent.

Sur le site de l'IFRAP, trois articles sont à méditer : « *Pourquoi conserver la direction du service national ?* » (Cf. [lfrap du 26 juin 2014](#)), « *Comment économiser sur les dépenses des forces prépositionnées outre-mer ?* » (Cf. [lfrap du 19 juin 2014](#)) et « *Quelques pistes d'économies pour le ministère de la Défense ?* » (Cf. [lfrap du 13 juin 2014](#)).

Opex360 publie un article « *Les écoles d'officiers formeront-elles bientôt des civils ?* » (Cf. [OPEX360 du 3 juillet 2014](#)) pour ne pas fermer les écoles militaires en raison de la baisse des effectifs. Cette idée a été évoquée par le CGA Feytis auditionné par la commission de la défense de l'Assemblée nationale (Cf. [Audition du 24 juin 2014 du CGA Feytis](#)).

Nous le savons bien, les étudiants n'attendent que les écoles militaires pour être formés dans les domaines universitaires et en plus ils pourront se référer à une grande école militaire sans en avoir vécu toutes les contraintes de service et la formation morale au service de la Nation. Ils pourront dire, sans avoir passé le concours, « j'ai fait Saint-Cyr, l'Ecole Navale ou Salon de Provence »... Avis personnel, un grade comme pour la réserve citoyenne pourrait leur être attribué ... accentuant le déclassement social de ce qu'est un officier.

Concernant l'audition du CGA Feytis sur la LPM et la diminution des effectifs, je retiendrai quelques points que je laisse à votre réflexion et bien sûr à lire en intégralité dans le compte rendu de l'audition, la formation des civils dans nos écoles ne concernant qu'une dizaine de lignes :

* « Notre organisation actuelle ne nous permettra pas de trouver les 34 000 postes à

supprimer. Cette transformation des organisations doit être préparée par les employeurs et doit précéder la déflation des effectifs, au risque de générer des vacances de postes. » Cela signifie clairement que l'organisation future du ministère de la défense n'a pas été pensée avant la déflation.

* « J'en viens à présent aux risques sociaux assortis à cette opération de déflation. Nous avons comme préoccupation constante de les prévenir, nous en parlons en cesse avec les représentants du personnel, nous formons nos cadres à la prévention de ce risque ». Diplomatiquement, le risque de grogne est identifié face à la déflation.

Signe de la civilianisation de notre fonctionnement, nous aurions aussi des représentants du personnel comme dans une entreprise ou la fonction publique. Nous sommes des « agents » (Cf. [Plan stratégique de la fonction stratégique RH du 6 juin 2014](#) où je remarque aussi dans la forme que mieux vaut être civil - 23,1% - et personnel féminin - 15% - qu'homme et militaire alors que cette catégorie de « personnels » est majoritaire au sein du ministère. Une forme de discrimination ?).

*« Le statut militaire est évidemment très précieux et mérite d'être préservé, mais l'on ne peut pas pour autant cantonner les militaires aux seuls postes opérationnels ». Un fléchissement positif : le cœur de métier comprendrait le soutien aux opérationnels. La civilianisation aurait-elle des limites ?

* « Nous avons peut-être en revanche des élites militaires qui ont tendance à s'autocensurer davantage qu'auparavant ». (...) Il n'est pas interdit de penser, de s'exprimer et d'écrire ! » Le général de corps d'armée Soubelet, certes gendarme, n'a-t-il pas été remercié dans son commandement après s'être exprimé devant une commission parlementaire (Cf. [Opex360 du 7 janvier 2014](#) et [l'Opinion du 1^{er} Juillet 2014](#)) ? C'est ce qui transparaît sans doute à tort dans les médias.

Pour ma part, il est temps de remettre les idées à leur place. La défense a un coût défini en fonction de l'attente de la nation en terme de sécurité. Ce n'est pas le coût qui doit définir cette défense. Si effectivement c'est le choix qui est fait « faisons d'abord des économies et on verra la défense qui en résultera », je crains que nos désillusions soient fortes. Je partage à ce titre la position longuement exprimée lors de cette audition par le député Dhuicq et que je vous invite à lire (Cf. [Audition du 24 juin 2014 du CGA Feytis](#)).

Sur le bon usage de la défense dans le domaine économique, je signale, certes avec un peu de retard, cette tribune libre du député Folliot dans le *Nouvel Economiste* (Cf. [Le Nouvel Economiste du 26 juin 2014](#)). Sur ces économies recherchées, je souhaiterais vraiment que la même imagination soit appliquée à tous les services de l'Etat, bien sûr avec la même volonté de réformer, c'est-à-dire d'aboutir mais c'est tellement plus facile avec des militaires.

« Quand la France n'aura plus peur de son ombre » : Retour sur Serval

Cette armée en grand danger dans sa cohérence peut aussi être observée à travers les opérations dans lesquelles elle est engagée. Ainsi l'engagement au Mali qui a peut-être limité les coupes de la LPM, montre l'Armée en guerre et surtout l'état dans laquelle elle se trouvait

déjà, même si le succès a été au rendez-vous.

Jean-Christophe Notin a publié le 19 juin 2014 ce remarquable ouvrage sur la guerre au Mali « *La guerre de la France au Mali* », aux Editions Tallandier, 650 pages quand même. Il a fait l'objet d'un certain nombre de recensions. Je n'en aurai pas la même lecture pour rester dans la dimension militaire en approfondissant quelques points.

Sur le style de l'ouvrage

Nous avons un livre que je qualifierai de modèle anglo-saxon. Il mériterait d'être traduit en anglais. En effet, l'auteur fait une étude dans le détail de cette guerre française au Mali. A partir de 228 interviews (Cf. [Interview de JC Notin par FOB](#)), il décrypte le processus décisionnel politico-militaire français, le contexte politique régional, l'organisation des forces, les opérations du niveau tactique en citant les acteurs du plus bas au plus haut niveau, généralement anonymement même si certains pourraient encore être identifiés.

Sur ce point, je me rappelle mon engagement au Liban en 1982. Le soldat de l'armée israélienne n'était pas identifiable nominativement sur sa tenue à la différence du soldat français. De même, les nombreux ouvrages sur l'engagement israélien ne comprenaient aucune indication sur les personnes, toutes présentées anonymement. Je m'étais étonné sans succès de cette situation pour nous Français. Il a fallu de longues années en France, a priori, suite à l'Afghanistan, pour que les militaires français adoptent cette règle élémentaire de sécurité personnelle. Et cependant, je vois encore des militaires en tenue porter leur nom dans la rue... Belle cible.

Le style narratif de Jean-Christophe Notin, ingénieur des mines, écrivain et journaliste, s'apparente nettement à ces ouvrages américains décrivant le processus politico-militaire d'entrée en guerre, la conduite des opérations, les choix et le fonctionnement des états-majors, enfin la description des combats aux plus bas échelons. Je citerai en particulier les ouvrages du général américain Robert Scales (Cf. [wikipedia](#)), sur la première guerre du Golfe pour l'opération Tempête du désert (« *Certain victory : the US army in the gulf war* », 1993) ou sur la guerre d'Irak de 2003 « *The Irak war* » en 2003 (Cf. [Nouveau concept de compréhension d'un conflit](#)).

Comprendre plus rapidement les conflits contemporains dans leur complexité

Ouvrages à la fois de stratégie et de tactique, rédigés rapidement après la fin du conflit, grâce à un accès à tous les acteurs, ils apportent une compréhension approfondie de la guerre étudiée. Ce procédé évite les écueils des mémoires de celui qui a conduit un conflit au plus haut niveau, souvent pour expliquer son choix ou son non-choix, du témoignage d'un combattant qui raconte le combat à son niveau, ou de l'officier en charge d'une partie de l'opération à un moment donné, à la recherche essentiellement des enseignements tactiques. Ces trois types d'ouvrages, nécessaires mais partiels, sont aujourd'hui nombreux mais ne permettent pas d'avoir une vision globale de la guerre.

S'ajoute aussi le retour d'expérience (RETEX) officiel. Serval en est un bon exemple avec ce colloque de l'armée de terre du 4 décembre 2013 à l'Assemblée nationale (Cf. [Réflexions](#)

[tactiques, avril 2014](#) et mon [billet du 8 décembre 2013](#)). L'armée de terre était particulièrement investie dans l'opération. Cependant, confronter l'ouvrage de Jean-Christophe Notin et ce RETEX montre les non-dits, présente des conclusions sensiblement différentes à l'engagement, une vision très centrée, bien que naturelle, sur l'engagement terrestre. Elle dissocie enfin l'action militaire de l'emprise politique sur la conduite des opérations (Cf. Mes billets du [20 octobre 2013](#) et du [20 janvier 2013](#)), ce qui nuit à la compréhension du conflit et des choix militaires.

De ma perception de la guerre du Mali à travers cet ouvrage

Ouvrage passionnant qui me permet de retrouver de nombreux camarades (et le regret de ne pas avoir été avec eux, mais il y a un âge pour tout), il présente le contexte politique de nos relations avec le Mali et de la sous-région y compris à travers nos différents gouvernants, leurs hésitations mais aussi la prise de décision sans ambiguïté quand il a fallu « y aller », les discussions avec nos alliés dont peu ont participé à l'effort de guerre malgré l'aide importante en logistique (47% des avions de transport) et en renseignement.

Dimension politico-militaire

Il montre aussi les différentes réponses de nos ministères face à ce type de crise. Ainsi, le Quai d'Orsay et son organisation favorisant des courants opposés sur la gestion du conflit n'en sort pas indemne. Avons-nous la bonne organisation pour faire face aux guerres d'aujourd'hui et de demain ? Sujet intéressant à débattre.

Une opposition (certes traditionnelle) entre diplomates et militaires est bien sûr au rendez-vous. Cela me rappelle un article du Monde évoquant il y a une vingtaine d'années les trois politiques africaines de la France, celle de la défense, celle du quai d'Orsay et celle de l'Élysée. Je me demande si cela a vraiment changé.

La place prise par la dimension politico-militaire est largement décrite ainsi sur ce qui apparaît comme un micro-management des forces sur le terrain à partir de Paris. L'exécutif est soucieux d'avoir un résultat à effet politique dans des délais peu compatibles avec le temps du combat (voir par exemple P275/276, les commentaires de l'auteur). Un autre débat intéressant sur les relations entre le ministre de la défense, son cabinet, le chef d'état-major des armées, ses adjoints, le président de la République, son état-major particulier.

Le fonctionnement des services de renseignement est décrit, ce qui sera absent du colloque du 4 décembre, notamment à travers ce besoin découvert de travailler ensemble. Cela ne semblait pas acquis. Ainsi la problématique de la coordination de la DGSE et des forces spéciales d'une part, des forces spéciales et des forces conventionnelles d'autre part, est souvent évoquée. Une remarque de détail qui me semble faire partie partiellement de la chaîne « renseignement » : il reste extraordinaire d'apprendre que certaines unités ont dû utiliser des cartes de 1954 (!) par absence de mise à jour. Or, l'ouvrage précise la longue présence de la DGSE, du COS (les Américains aussi) dans la zone sahélienne.

Une réflexion « anticipatrice » permanente sur un conflit possible ou invraisemblable, une préparation opérationnelle intense et un fort sentiment d'appartenance à son unité permettent

de répondre rapidement à un conflit tout en adhérant à la mission. La doctrine interarmées d'emploi des forces doit être connue et pratiquée avec une priorité à l'initiative et au mouvement, en faisant preuve d'imagination et donc en pensant différemment. Le Mali l'a montré : ne pas lâcher l'ennemi, encore moins le laisser récupérer ! Encore faut-il que nos forces aient des réserves... et donc des effectifs non employés, entraînés, en nombre suffisant.

La dimension humaine de Serval

La dimension humaine reste fondamentale. Un encadrement qui se connaît depuis 25 à 30 ans permet d'établir des relations franches et directes au profit de l'efficacité. Ainsi le réseau saint-cyrien qu'il soit dans les armées, au Quai, dans les armées africaines locales a montré sa réalité. Or, cela n'est pas avec des carrières courtes comme évoquées par le CGA Feytis que ce résultat sera obtenu demain.

L'engagement des forces, certes réussi, est riche d'enseignements : projection d'unités en raison de leur tour d'alerte (du bon sens en fait) mais aussi d'un agglomérat de forces trouvées là où on pouvait les trouver (« rassembler ce qui est éparé » !), sans parler de la recherche des expertises rares (Cf. à nouveau Audition du CGA Feytis sur le besoin de préserver les compétences), des forces numériquement faibles (environ 6500 hommes concernés et pas seulement déployés au Mali) ne pouvant contrôler un territoire correspondant à la France et à l'Espagne. Cela entraînera d'importantes prises de risques mais l'ennemi n'avait pas un réel système de renseignement, ce qu'il aura sans doute demain, une fois réorganisé.

L'Afghanistan a permis de disposer de forces sérieuses et expérimentées, y compris par exemple dans la lutte contre les pièges explosifs (IED) ou les « suicide bombers » qui ont été nombreux au Mali. Des soldats rustiques, engagés, professionnels ont su s'adapter à des contraintes extrêmes et travailler avec intelligence quelle que soit leur armée d'appartenance. Je regretterai cependant que l'auteur ait mis en valeur les pertes d'une manière bien compassionnelle. Ce n'est pas ce qu'attend un militaire tué au combat. Il attend que la reconnaissance de la Nation s'exprime envers ceux qu'il laisse et que le souvenir de son sacrifice soit honoré.

Des équipements et de la logistique

L'état des matériels n'est plus à décrire. Ainsi un véhicule de l'avant blindé (VAB) peut être envoyé de France dans le cadre de l'alerte guépard, recevoir des transmissions de Licorne (RCI) et une antenne d'Epervier (Tchad). Des officiers utilisent leur téléphone portable pour communiquer lorsque cela n'est pas confidentiel

L'emploi de moyens échantillonnaires m'est apparu tout aussi grave au moment où l'on commémore la Libération de la France et les combats de 1914 avec les forces que cela représentait : deux canons Caesar, quelques hélicoptères Tigres, 12 avions de transport de 40 ans d'âge ramenés de partout dans le monde (et satisfaction de les avoir trouvés) pour larguer des parachutistes, peu d'hélicoptères de transport. Certes cela a suffi mais, outre la compétence des hommes sur le terrain, la chance n'a-t-elle pas été au rendez-vous ?

La logistique a été poussée à l'extrême. Elle a été efficace mais elle ne peut plus aujourd'hui

soutenir une force de plus de quelques milliers d'hommes. L'absence des A400M par leur retard à équiper l'armée française a eu un coût financier et opérationnel. Or, 63% de la logistique sera assuré par les airs. Qu'aurions-nous fait si nos alliés avaient refusé leur aide (Par exemple, « *La France a un déficit excessif, vous n'avez pas les moyens de votre politique, et mon pays ne voit pas l'intérêt de cet engagement militaire pour l'Europe* ») ou si la crise ukrainienne avait éclaté à cette époque ?

Aussi, la souveraineté nationale dans l'action militaire nationale doit être préservée et ne pas être soumise à une interdépendance multinationale malgré les propos de Patricia Adam (Cf. [Réflexions tactiques, avril 2014](#), P13) : « *Que nous le voulions ou non, l'interdépendance est non seulement une obligation du fait des contraintes budgétaires et du redéploiement américain, mais aussi d'ores et déjà une réalité sans laquelle l'opération Serval n'aurait pas été ce qu'elle a pu être* ». Cela est vrai dans l'absolu mais se mettre en dépendance signifie l'incapacité de mener une opération nationale demain.

De l'ennemi et de la contre-propagande

La gestion de l'image a été majeure : aucune image ne doit être exploitée par le djihadiste au titre de sa propagande. Tout matériel français pouvant être présenté comme une prise de guerre par les djihadistes est détruit s'il ne peut être récupéré. L'application des règles de contre-propagande entre dans les esprits et cela est encourageant.

En outre, l'ennemi a été identifiable et a reçu un visage, le GAD, ou groupe armé djihadiste, même si le débat sur le terme de « terroriste » par le gouvernement français est aussi évoqué par l'auteur. Cependant, le politique a déclaré cette guerre contre le terrorisme qui n'est pas sans rappeler un épisode de l'histoire américaine récente.

Mais si nous sommes en guerre, une question m'interpelle toujours. Comme en Afghanistan, les forces françaises remettent leurs prisonniers aux autorités locales sous prétexte que la France n'est pas en guerre. Est-ce bien sérieux d'agir ainsi, surtout pour voir les prisonniers parfois être libérés ?

Il est vrai que garder des prisonniers a un effet sur les effectifs et nous ne les avons plus. En 1991, le 2^{ème} régiment d'infanterie de marine, un régiment entier, avait reçu pour mission de garder les prisonniers irakiens (mais nous n'étions pas non plus en guerre). Ce n'est pas non plus une des missions de la gendarmerie.

Pour conclure. Quand la France n'aura plus peur de son ombre

J'ai repris le titre du dernier chapitre de l'ouvrage. En clair, que la France sache utiliser sans état d'âme son instrument de puissance qu'est l'Armée. Il est incomparable en Europe aujourd'hui. Son affaiblissement programmé, progressif aura pour résultat la vassalité de notre pays. Et ce n'est pas une histoire d'argent quand on voit les sommes dépensées çà et là dans la société civile.

Quant à l'Armée, des effectifs en nombre suffisant, formés et entraînés, un matériel performant mais dont on peut se demander s'il a fait totalement la différence dans le conflit au Mali, un

encadrement de métier s'étant fréquemment côtoyé dans une longue carrière militaire, sont indissociablement liés pour le succès d'une opération.

Dans le document *Réflexions tactiques* déjà cité (Cf. [Réflexions tactiques, avril 2014](#)), Etienne de Durand posait la question : serions-nous toujours capables de réaliser l'opération Serval dans cinq ou dix ans ? Le Livre blanc de 2013 annonçait une possibilité favorable. La LPM, même sous tension, semblait laisser un espoir. Aujourd'hui que dire surtout si je me réfère à la manœuvre « ressources humaines » du ministère de la défense ?

L'inéluctable, retardé par des combats d'arrière-garde, semble apparaître avec de plus en plus de netteté avec cette réponse terrible qui répondrait à la seconde question d'Etienne de Durand : les opérations Serval et Harmattan n'ont-elles pas constitué le chant du cygne ?